



MINISTÈRE DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS  
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET ET DES FINANCES PUBLIQUES



# RAPPORT D'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Quatrième Trimestre 2018

# **RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE**

**Quatrième Trimestre 2018**

## Avant-propos

Le présent rapport, élaboré en application des dispositions de l'article 83 de la LOLFEB, vise à rendre accessible au Parlement et au grand public, l'information sur l'exécution de la loi de finances 2018. Cette démarche procède du principe de redevabilité et trouve son fondement dans l'objectif de transparence, auquel s'astreint l'État dans la conduite des affaires publiques.

Conformément aux ambitions du Plan de relance de l'économie (PRE), initié au second trimestre 2017 avec l'appui de nos principaux partenaires techniques et financiers, l'exécution du budget 2018 traduit la volonté des pouvoirs publics d'atteindre les équilibres macroéconomiques susceptibles de favoriser le retour à une croissance pérenne.

Cet objectif emprunte, au plan budgétaire, trois axes consistant à **i)** poursuivre une série de réformes structurelles, **ii)** préserver les secteurs sociaux, **iii)** maintenir l'effort budgétaire portant sur le déficit.

Toutefois, malgré les avancées notables enregistrées, qui se sont notamment traduites par une amélioration de la croissance, un solde extérieur plus favorable, un ajustement des dépenses ainsi qu'une maîtrise de l'endettement, la reprise économique demeure fragile.

A ce jour, le Gabon fait toujours face à un double défi : consolider et étendre les gains de la stabilisation macro-économique, et renforcer le processus de réformes structurelles en cours, afin d'établir les fondations d'une diversification de l'économie, d'accroître le taux de croissance du secteur hors pétrole et de combattre la pauvreté.

Par conséquent, il nous revient de poursuivre en 2019, avec plus d'ardeur, la dynamique de réformes engagée depuis près de deux ans.

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget  
et des Comptes Publics,

**Jean Fidèle OTANDAULT**

## Abréviations et acronymes

ANGTI	Agence Nationale des Grands Travaux d'Infrastructures
ASS	Afrique subsaharienne
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BOP	Budget opérationnel de programme
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CEP	Certificat d'Études Primaires
CNAMGS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CSS	Contribution Sociale de Solidarité
CP	Crédits de paiement
CSS	Contribution Spéciale de Solidarité
DCAF	Direction Centrale des Affaires Financières
DGI	Direction Générale des Impôts
EDS	Enquête démographique et de santé
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FBP	Financement basé sur les performances
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine
FMI	Fonds monétaire international
GCI	Indice mondial de la compétitivité ( <i>Global Competitiveness Index</i> )
GdG	Gouvernement du Gabon
GEF	Gabonais économiquement faible
GFP	Gestion des Finances Publiques
LFR	Loi de Finances Rectificative
LOLFEB	Loi organique relative aux lois de finances et à l'exécution du budget
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGR	Office Gabonais des Recettes
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAP	Projet Annuel de Performance
PEM	Perspectives de l'économie mondiale
PIP	Prime d'incitation à la performance
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PPP	Partenariat public-privé
PRE	Plan de Relance de l'Économie
PSGE	Plan Stratégique Gabon Émergent
ROAM	Redevance obligatoire à l'assurance maladie
RPROG	Responsables de programme
SEEG	Société d'Énergie et d'Eau du Gabon
SIGRH	Système d'information de gestion des ressources humaines
SOGARA	Société Gabonaise de Raffinage
SOGATRA	Société Gabonaise Des Transports
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UO	Unité opérationnelle
ZES	Zone économique spéciale

# SOMMAIRE

Avant-propos.....	5
Abréviations et acronymes .....	6
SOMMAIRE.....	7
Index des tableaux .....	8
Index des graphiques .....	8
SYNTHESE .....	9
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2018 .....	10
Les recettes du budget de l'Etat .....	10
Les dépenses du budget général.....	12
Les comptes d'affectation spéciale.....	18
Les opérations de trésorerie et de financement.....	20
Conclusion .....	21
PRECISIONS METHODOLOGIQUES .....	22
ANNEXES.....	23
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de FCFA) .....	24
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA).....	25
Annexe 3 : Tableau d'équilibre budgétaire général 2018 par trimestre (en millions de FCFA) .....	26
Annexe 4 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA).....	27
Annexe 5 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire (en millions de FCFA).....	28
Annexe 6 : Dépenses sociales hors titre 2 (en millions de FCFA) .....	29
Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de FCFA) .....	30
Annexe 8 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de FCFA).....	31
Annexe 9 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA).....	32

## Index des tableaux

Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA).....	10
Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2).....	14
Tableau 3 : Effectifs à fin décembre 2018.....	14
Tableau 4 : Exécution de la solde à fin décembre 2018.....	16
Tableau 5 : Dépenses des missions du secteur social (en milliards de FCFA).....	17
Tableau 6 : Subventions de l'Etat à fin décembre 2018 (en milliards de FCFA).....	18
Tableau 7 : Opérations de trésorerie et de financement au 31 décembre 2018.....	20

## Index des graphiques

Figure 1 : situation des encaissements des recettes à fin décembre 2018.....	11
Figure 2 : Comparaison des taux d'ordonnancement et de paiement des crédits ouverts en LFR.....	12
Figure 3 : Situation des comptes spéciaux à fin décembre 2018.....	19

# SYNTHESE

## Solde

Au 31 décembre 2018, le solde net d'exécution, obtenu par consolidation du solde des opérations de trésorerie et de financement et le solde budgétaire global, s'établit à **18,5 milliards de FCFA**.

## Recettes

Les recettes du budget de l'Etat se sont établies à **1 676,3 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 82%. Ce taux est inférieur à celui observé en 2017, qui était de 93% pour un niveau total de recettes de **1 601,1 milliards de F.CFA**.

## Dépenses

A fin décembre, le règlement des dépenses du budget de l'Etat<sup>1</sup> a atteint **1 655,8 milliards de FCFA**, soit 84% de réalisation par rapport à la loi de finances rectificative (LFR).

## Comptes d'affectation spéciale

Le solde global des comptes spéciaux est négatif (**-1,074 milliard de FCFA**). Ce résultat est tributaire du dépassement (+3,7 milliards de FCFA) constaté dans l'exécution des dépenses du CAS « Promotion du Sport ».

---

<sup>1</sup> Il s'agit ici des dépenses effectivement payées.

# SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 DECEMBRE 2018

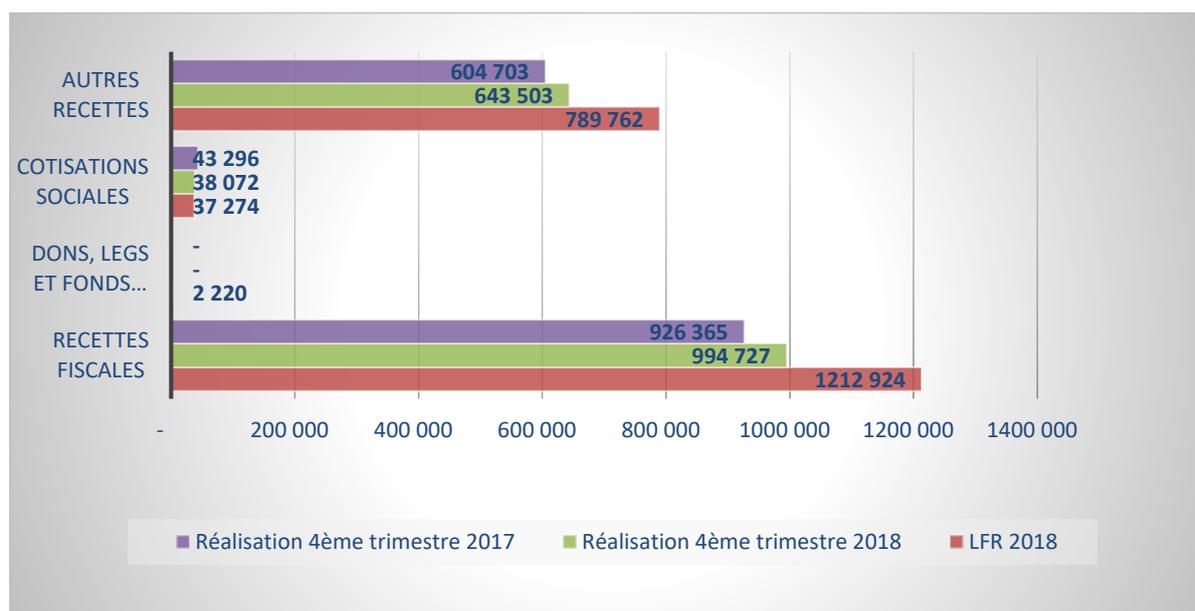
Tableau 1 : Suivi de l'exécution, en lien avec l'article d'équilibre de la loi de finances (en millions de FCFA)

RECETTES				DEPENSES				SOLDE
BUDGET GENERAL								
TITRES	LFR 2018	Exé. à fin décembre	Taux	TITRES	LFR 2018	Exé. à fin décembre	Taux	
Titre 1. Recettes fiscales	1 186 150	987 218	83%	Titre 1. Charges financières de la dette	231 951	211 463	91%	
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	2 220	-	0%	Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	640 859	684 324	107%	
Titre 3. Cotisations sociales	- 35 326	- 40 607	115%	Titre 3. Dépenses de biens et services	315 075	204 227	65%	
Titre 4. Autres recettes	789 761	643 503	81%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	259 369	187 643	72%	
				Titre 5. Dépenses d'investissement	352 923	271 755	77%	
				<i>dont funex</i>	108 573	174 126	160%	
				Titre 6. Autres dépenses	69 500	9 139	13%	
<b>A. TOTAL DES RECETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>1 942 805</b>	<b>1 590 113</b>	<b>82%</b>	<b>A. TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>1 869 677</b>	<b>1 568 552</b>	<b>84%</b>	
							<b>21 561</b>	
COMPTES D'AFFECTION SPECIALE (CAS)								
<b>PENSIONS</b>	<b>56 100</b>	<b>61 939</b>	<b>110%</b>	<b>PENSIONS</b>	<b>56 100</b>	<b>61 939</b>	<b>110%</b>	
Titre 3. Cotisations sociales	56 100	61 939	110%	Titre 4. Dépenses de transfert	56 100	61 939	110%	
Part salariale	26 100	27 751	106%	Pensions civiles et militaires		61 939	-	
Part patronale de l'Etat	30 000	34 187	114%	Pensions spéciales		-	-	
<b>PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES</b>	<b>16 500</b>	<b>16 741</b>	<b>101%</b>	<b>PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES</b>	<b>16 500</b>	<b>16 729</b>	<b>101%</b>	
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	16 741	101%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	16 729	101%	
Allocations familiales	16 500	16 741	101%	Prestations familiales	16 500	16 729	101%	
<b>PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE</b>	<b>1 972</b>	<b>675</b>	<b>34%</b>	<b>PROMOTION AUDIOVISUELLE ET CINEMATOGRAPHIQUE</b>	<b>1 972</b>	<b>675</b>	<b>34%</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	1 972	675	34%	Titre 3. Dépenses de biens et services	657	675	103%	
Redevance audiovisuelle	1 972	675	34%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 315	-	0%	
<b>PROMOTION DU SPORT</b>	<b>5 733</b>	<b>4 054</b>	<b>71%</b>	<b>PROMOTION DU SPORT</b>	<b>5 734</b>	<b>7 723</b>	<b>135%</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	5 733	4 054	71%	Titre 2. Dépenses de personnel		379		
Taxes sur les jeux de hasard	240	169	71%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 867	2 415	84%	
Droits d'accises	5 493	3 885	71%	Titre 4. Dépenses de transfert		4 708		
				Titre 5. Dépenses d'investissement	2 867	221	8%	
<b>FORMATION POUR L'EMPLOI</b>	<b>4 191</b>	<b>2 780</b>	<b>66%</b>	<b>FORMATION POUR L'EMPLOI</b>	<b>4 191</b>	<b>197</b>	<b>5%</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	4 191	2 780	66%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 397		0%	
Taxes de formation professionnelle	4 191	2 780	66%	Titre 4. Dépenses de transfert		197		
				Titre 5. Dépenses d'investissement	2 794		0%	
<b>SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES</b>	<b>14 879</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>SERVICE UNIVERSEL DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES</b>	<b>14 879</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	
Titre 1. Recettes fiscales	14 879	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 879		0%	
Redevance universelle	14 879		0%					
<b>B. TOTAL RECETTES DES CAS</b>	<b>99 376</b>	<b>86 189</b>	<b>87%</b>	<b>B. TOTAL DEPENSES DES CAS</b>	<b>99 376</b>	<b>87 263</b>	<b>88%</b>	
<b>C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>2 042 181</b>	<b>1 676 302</b>	<b>82%</b>	<b>C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>1 969 054</b>	<b>1 655 815</b>	<b>84%</b>	
							<b>-1 074</b>	
<b>SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL</b>							<b>20 487</b>	
<b>SOLDE BUDGETAIRE DE BASE</b>							<b>20 487</b>	

## Les recettes du budget de l'Etat

Pour un objectif prévisionnel en LFR de **2 042,2 milliards de FCFA**, le montant total des recettes du budget général encaissées a atteint **1 676,3 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 82% au 31 décembre 2018. Comparées à 2017 (**1 601,1 milliards de FCFA**), les recettes du budget général sont en augmentation de près de **75,2 milliards de FCFA** représentant 4,7 % de hausse. Les données détaillées y relatives sont retracées à l'annexe 1 du présent rapport.

Figure 1 : situation des encaissements des recettes à fin décembre 2018



Source : DGCPT/DGBFiP

Arrêté à **1 212,9 milliards de FCFA** dans la LFR, le montant des recettes fiscales encaissées à la fin du quatrième trimestre 2018 s'élève à **994,7 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 82%, tiré principalement par l'encaissement des recettes exceptionnelles sur les postes « impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM) » et « pénalités ». Malgré un meilleur rendement par rapport à 2017 (**926,4 milliards de FCFA**), les recettes fiscales demeurent relativement faibles par rapport aux objectifs annuels. Cela s'explique par la persistance des difficultés de trésorerie des entreprises, les incertitudes affectant le marché du travail et l'atonie de l'environnement économique.

La TVA brute s'établit à **190,8 milliards de Francs CFA**. Sur un objectif de **64,3 milliards de FCFA** dans le programme de relance économique (PRE), les remboursements courants effectifs se situent à **49,7 milliards de FCFA**, confortés par l'opérationnalité du compte séquestre TVA. Dans le même temps, l'État poursuit l'apurement des arriérés de TVA qui s'établissent à **45,7 milliards de Francs CFA**. Le montant global des remboursements est ainsi porté à **95,4 milliards de FCFA** à fin décembre 2018, soit 68,3% du niveau prévu dans la LFR 2018.

Le recouvrement au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (I.S) du secteur hors-pétrole a été de **187,8 milliards de FCFA** contre **222,7 milliards de FCFA** attendus dans le cadrage budgétaire, soit une performance de 84,3%.

Au quatrième trimestre 2018, l'IS hors pétrole enregistre une hausse de près de **19 milliards de FCFA** par rapport à décembre 2017 (**169,2 milliards de FCFA**). Cet impôt s'est exécuté à 84,3% contre 87% réalisé l'année précédente.

La loi de finances rectificative de l'année 2018 a prescrit à l'administration des douanes un objectif de recettes de **317,6 milliards de FCFA**, celles-ci ont été recouvrées à hauteur de 80% pour s'établir à **254,7 milliards de FCFA**, en raison de l'effet combiné de la contraction de la demande intérieure et du niveau des dépenses fiscales encore relativement élevée. Ce niveau, en hausse de **8,5 milliards de FCFA** par rapport à 2017, s'explique par une augmentation significative du montant des régularisations du droit de sortie du minerai de manganèse.

Les recettes non fiscales, quant à elles, augmentent de **6,9 milliards de FCFA** par rapport à décembre 2017. Cette progression est atténuée par le recul de **30,3 milliards de FCFA** des revenus du domaine pétrolier par rapport à l'année précédente.

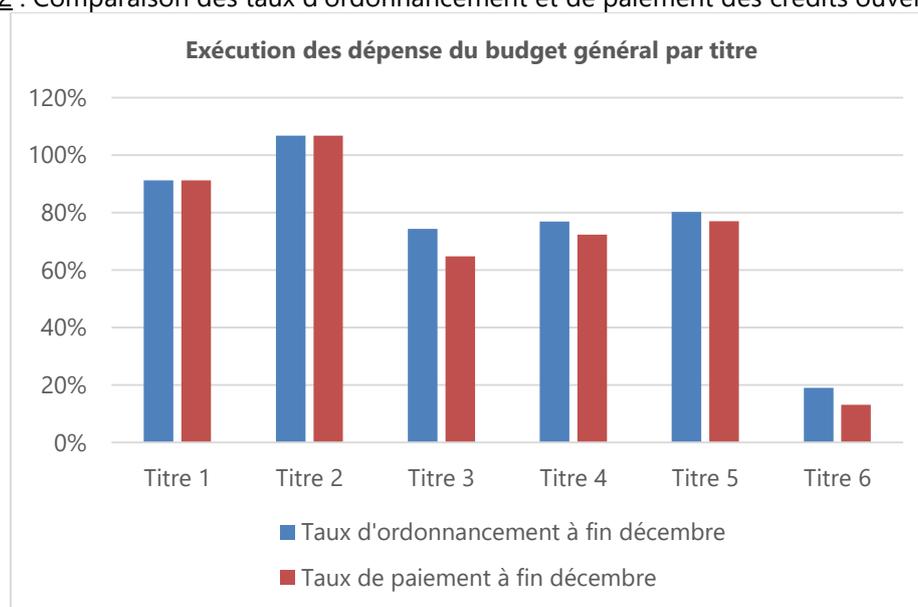
## Les dépenses du budget général

### 1) Analyse par titre de la dépense

Au 31 décembre 2018, les paiements des dépenses inscrites au budget général ont atteint **1 568,5 milliards de FCFA** pour un niveau d'ordonnancement de **1 625,6 milliards de FCFA**, soient des taux d'exécution respectifs de 84 et 87%.

Comparativement à la même période en 2017, le taux d'ordonnancement est en hausse de 10% (87% contre 77%). La même tendance est observée sur les paiements (84% contre 74%).

Figure 2 : Comparaison des taux d'ordonnancement et de paiement des crédits ouverts en LFR



Source : DGBFiP

### ❖ *Les charges financières de la dette (titre 1)*

Les règlements intervenus sur ce poste s'élevaient globalement à **211,5 milliards de FCFA** contre une prévision révisée de **231,9 milliards de FCFA**.

Ils sont composés de **140,4 milliards de FCFA** de charges d'intérêts sur la dette extérieure et de **56,8 milliards de FCFA** sur la dette intérieure. Ce niveau est inférieur à celui exécuté à fin décembre 2017 qui avait atteint **233,9 milliards de FCFA**.

Les intérêts sur la dette extérieure se déclinent ainsi qu'il suit :

- **33,7 milliards de FCFA** sur la dette bilatérale ;
- **10,4 milliards de FCFA** sur la dette multilatérale ;
- **82,1 milliards de FCFA** sur la dette envers les marchés financiers ;
- **1,2 milliard de FCFA** sur les intérêts banques commerciales.

Les intérêts sur la dette intérieure se répartissent en intérêts intérieurs conventionnés pour **42,7 milliards de FCFA** et ceux liés à la gestion de la trésorerie de l'Etat à hauteur de **14,1 milliards de FCFA**.

Les intérêts sur la dette intérieure conventionnée comprennent :

- **18,6 milliards de FCFA** au titre des intérêts-banques intérieures courants ;
- **24,1 milliards de FCFA** sur les marchés financiers.

Les charges de trésorerie de l'Etat se répartissent comme suit :

- **10 millions de FCFA** de facilités de caisse ;
- **9 milliards de FCFA** sur les intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA) ;
- **5 milliards de FCFA** sur les autres frais bancaires.

### ❖ *Les dépenses de personnel (titre 2)*

Les règlements au titre des dépenses de personnel ont atteint **684,3 milliards de FCFA**, soit 107% du taux d'exécution au regard de la prévision de **640,8 milliards de FCFA** pour l'année. Dans cette catégorie de dépenses, la solde permanente représente **625,5 milliards de FCFA<sup>2</sup>**, soit 91% du poids de l'ensemble. Les autres éléments de rémunération<sup>3</sup> se sont élevés à **58,6 milliards de FCFA**, soit 94,6% de la prévision.

---

<sup>2</sup> Ce montant diffère de celui enregistré dans le TOFE de 16,7 milliards de FCFA correspondant aux prestations familiales devant plutôt apparaître en transfert (Titre 4).

<sup>3</sup> la main d'œuvre non permanente, les capitaux décès, les services rendus et autres indemnités de session, les vacances des enseignants et autres primes

Le détail des rubriques de ce poste de dépenses est figuré dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Exécution des dépenses de personnel (titre 2)

CATEGORIES	LFR 2018	ORDONANCES 4ème TRIMESTRE	REGLEMENT	TAUX
<b>TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>640 859</b>	<b>684 324</b>	<b>684 161</b>	<b>107%</b>
<b>Rémunérations de personnels</b>	640 859	684 324	684 161	107%
<i>Solde permanente</i>	578 859	625 506	625 506	108%
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	47 000	43 982	43 819	93%
<i>Primes et indemnités</i>	15 000	14 836	14 836	99%

Source : DGBFiP/DSREB/DS

Par ailleurs, il est constaté une baisse des effectifs de près de 2 582 agents publics de 2017 à 2018, soit une diminution de près de 2,4% des effectifs des agents de l'Etat. Cette diminution s'explique par la décision du gel des recrutements en 2017, le contrôle des effectifs et la mise à la retraite systématique des agents.

Le tableau ci-après retrace présente l'évolution des effectifs des agents.

Tableau 3 : Effectifs à fin décembre 2018

LFI 2018	Fin 1er trimestre 2018	Fin 2ème trimestre 2018	Fin 3ème trimestre 2018	Fin 4ème trimestre 2018	LFR 2017	Fin 1er trimestre 2017	Fin 2ème trimestre 2017	Fin 3ème trimestre 2017	Fin 4ème trimestre 2017
105 640	105 048	104 369	104 124	103 269	106 095	105 583	105 666	105 667	105 851

Source : DGBFiP

### ❖ Les dépenses de biens et services (titre 3)

Prévues à **315,1 milliards de FCFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **234,3 milliards de FCFA<sup>4</sup>**, pour un niveau de règlement de **204,2 milliards de FCFA** soit un taux d'exécution de 64,8% par rapport à la LFR.

A fin décembre, les paiements effectués sur ce titre hors remboursement de TVA s'élèvent à **154,5 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 62%.

Les remboursements de TVA et les attributions de produits, exécutés respectivement à hauteur de **49,7 milliards de FCFA (75,7% en taux d'exécution)** et **44,9 milliards de FCFA (65,6% en taux d'exécution)**.

<sup>4</sup> Ce montant diffère de 94,6 milliards de FCFA de celui du TOFE en raison des classements méthodologiques ; le TOFE enregistrant les remboursements TVA en "variation d'arriérés" et les ADP essentiellement dans le poste "correspondants".

#### ❖ *Les dépenses de transferts (titre 4)*

Les dépenses de transferts ont été globalement ordonnancées à hauteur de **199,3 milliards de FCFA**<sup>5</sup> sur une prévision de **259,4 milliards de FCFA**. Sur ce montant les règlements s'élèvent à **187,6 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 72%. Ce résultat demeure toutefois inférieur au niveau observé à fin décembre 2017 soit 96%.

Les dépenses les plus significatives de ce poste sont :

- le soutien aux prix des produits pétroliers pour **28 milliards de FCFA** ;
- les dépenses de l'Agence Nationale des Bourses du Gabon pour **48 milliards de FCFA** ;
- la subvention à la Société Gabonaise des Transports pour **6,7 milliards de FCFA** ;
- les versements au titre de la CNAMGS à hauteur de **37 milliards de FCFA**, dont **5 milliards de FCFA** destinés à la gratuité des accouchements.

#### ❖ *Les dépenses d'investissement (titre 5)*

Les ordonnancements sur les dépenses d'investissement ont atteint **283 milliards de FCFA**<sup>6</sup> à fin décembre 2018, sur une prévision annuelle révisée de **352,9 milliards de FCFA**. Ce montant ordonnancé se répartit en **108,8 milliards de FCFA** sur ressources propres et **174,1 milliards de FCFA** au titre des prêts projets.

Sur ressources propres, les dépenses les plus significatives concernent :

- la construction et la réhabilitation des établissements scolaires pour **30,8 milliards de FCFA** ;
- l'installation des lampadaires solaires et kits hydrauliques à hauteur de **8,8 milliards de FCFA** ;
- l'acquisition de quatre (4) cliniques mobiles pour **538 millions de FCFA** ;
- la réhabilitation des voiries urbaines à concurrence de **10 milliards de FCFA** ;
- les dépenses du Fonds Routier pour **2,8 milliards de FCFA** ;
- les dépenses du Fonds National de l'Habitat à hauteur de **7 milliards de FCFA** ;
- la prise en charge des dépenses des Collectivités locales à concurrence de **17 milliards de FCFA**.

---

<sup>5</sup> Ce montant diffère de celui du TOFE en raison des classements méthodologiques. Ce montant n'intègre pas les pensions (61,9 milliards de FCFA) mais prend en compte les attributions de produits pour un montant de 55,4 milliards de FCFA.

<sup>6</sup> Ce montant diffère de 26,9 milliards FCFA de celui du TOFE en raison des classements méthodologiques, le TOFE enregistrant le Fonds Routier (2,9 milliards de FCFA), le FNH (7 milliards de FCFA) et les Collectivités locales (17 milliards de FCFA) sur d'autres postes.

L'exécution des prêts-projets sur financements extérieurs a atteint un taux de réalisation de 160%, soit une mobilisation de **174,1 milliards de FCFA** contre une prévision budgétaire de **108,6 milliards de FCFA**. Ces décaissements ont été réalisés auprès de sept (7) créanciers correspondant à seize (16) projets, tels que présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : Exécution de la solde à fin décembre 2018

CREANCIERS	PROJETS	MONTANTS EN F.CFA
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	APPUI AU SECTEUR DE LA SANTE AU GABON	340 899 279
	REHABILITATION DU TRANSGABONNAIS	4 767 321 792
	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT SECTEUR DE L'EDUCATION	709 721 072
SOCIETE GENERALE	CONSTRUCTION STADE OBO	2 666 935 953
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE	ROUTE PK5-PK12	14 000 000 000
BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT	EMPLOYABILITE DES JEUNES	324 480 576
BANQUE MONDIALE	DORSALE TELECOM AFRIQUE CENTRALE PHASE 2	3 025 575 924
	PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT ET DE LA COMPETITIVITE	3 595 960 321
	PROJET APPUIS EMPLOYABILITE	4 594 581 983
	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	9 983 117 344
	ACCES AUX SERVICE DE BASE DANS LES ZONES RURALES	4 681 089 278
	E-GABON	1 438 620 451
	FIBRE OPTIQUE REGIONALE	8 741 172 650
EXIMBANK	ROUTE PORT GENTIL - OMOUÉ - BOUÉ	100 129 895 964
	CONSTRUCTION 3 CENTRES DE FORMATION	9 963 258 263
AVIC INTERNATIONAL	CONSTRUCTION 3 CENTRES DE FORMATION	5 163 447 850
<b>TOTAL PRETS PROJETS</b>		<b>174 126 078 700</b>

Source : DGD

Sur le montant global des financements extérieurs, Eximbank Chine et la Banque Mondiale concentrent 84% des tirages, avec respectivement 63% et 21%.

#### ❖ **Les autres dépenses (titre 6)**

Le poste autres dépenses porte essentiellement sur les dépenses des plans sociaux et de restructuration des entreprises, les protocoles transactionnels et les condamnations pécuniaires de l'Etat. Sur une dotation en LFR de **69,5 milliards de FCFA**, ces dépenses ont été ordonnancées à fin décembre 2018, à hauteur de **13,2 milliards de FCFA**, soit un taux de 19%. Les paiements ont atteint un niveau de **9,1 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 13%.

Les dépenses ordonnancées sont détaillées comme suit :

- la restructuration des entreprises pour un montant de **6,4 milliards de FCFA** ;

- les protocoles transactionnels à hauteur de **6,8 milliards de FCFA**.

## 2) Exécution des dépenses sociales

Les dépenses sociales ont été réglées à hauteur de **651,1 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 99,1% par rapport à la LFR. Ces règlements concernent aussi bien les politiques publiques du secteur social que les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres secteurs.

S'agissant de ces politiques publiques, les règlements effectués se chiffrent à **531,8 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 97% par rapport à la LFR, tel qu'indiqué dans le tableau ci-après.

Ce niveau est essentiellement tiré par les dépenses de l'éducation (**378,1 milliards de FCFA**, soit 71%) et de la santé pour un montant de **88,3 milliards de FCFA**, soit 17%.

*Tableau 5 : Dépenses des missions du secteur social (en milliards de FCFA)*

	LFR 2018	REGLT	Tx/RGLT
<b>Mission 25 : Santé</b>	<b>98,6</b>	<b>88,3</b>	<b>90%</b>
Dépense de personnel	65,4	72,1	110%
Biens et services	14,5	8,6	59%
Investissement	6,8	2,0	30%
Transfert	11,9	5,5	47%
<b>Mission 11 : Education nationale</b>	<b>243,5</b>	<b>285,3</b>	<b>117%</b>
Dépense de personnel	152,1	206,8	136%
Biens et services	65,4	72,1	110%
Investissement	25,4	4,9	19%
Transfert	0,5	1,4	259%
<b>Mission 22 : Prévoyance sociale</b>	<b>79,2</b>	<b>53,8</b>	<b>68%</b>
Dépense de personnel	11,7	13,0	111%
Biens et services	0,5	0,4	74%
Transfert	67,0	40,4	60%
Autre	-	-	
<b>Mission 12 : Enseignement supérieur</b>	<b>99,5</b>	<b>92,9</b>	<b>93%</b>
Dépense de personnel	32,6	41,1	126%
Biens et services	7,7	2,3	30%
Investissement	1,6	-	0%
Transfert	57,6	49,5	86%
<b>Mission 29 : Travail et Emploi</b>	<b>26,4</b>	<b>11,7</b>	<b>44%</b>
Dépense de personnel	7,8	10,9	140%
Biens et services	0,5	0,4	87%
Investissement	17,5	-	0%
Transfert	0,6	0,3	54%
<b>TOTAL</b>	<b>547,2</b>	<b>531,8</b>	<b>97%</b>

Source : DGBFiP, DGCPT

En ce qui concerne les subventions et les autres dépenses à caractère social relevant d'autres secteurs, les règlements à fin décembre affichent un niveau de **119,3 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 109%. Le détail de ces règlements est présenté dans le tableau ci-après.

*Tableau 6 : Subventions de l'Etat à fin décembre 2018 (en milliards de FCFA)*

SUBVENTIONS	LFR 2018	REGLT 2018	TAUX
Soutien aux prix des produits pétroliers (SOGARA)	19,5	28,0	143,6%
Ticket modérateur transport urbain (SOGATRA)	4,5	6,7	150,4%
Prestations familiales (allocations familiales, rentrée scolaire)	16,5	15,3	92,7%
Pensions	56,1	60,5	107,8%
Accès aux services sociaux de base (électricité, eau potable)	12,9	8,8	68,0%
Frais d'inhumation et transport	1,6	2,2	142,9%
<b>TOTAL SUBVENTIONS</b>	<b>109,4</b>	<b>119,3</b>	<b>109,0%</b>
Dépenses sociales	547,2	531,8	97,2%
<b>TOTAL GENERAL (Dépenses Sociales + Subventions)</b>	<b>656,6</b>	<b>651,1</b>	<b>99,1%</b>

Source : DGBFiP, DGCPT

## Les comptes d'affectation spéciale

Le solde des comptes spéciaux (cf. annexe 9) s'établit à **-1,1 milliards de FCFA**, soit un dépassement par rapport à la prévision de la LFR qui prévoyait l'équilibre des comptes.

Le **compte d'affectation spéciale « Pensions »** présente de manière détaillée les recettes et les dépenses de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Il a été exécuté en recettes et en dépenses à **61,9 milliards de FCFA** sur une prévision de **56,1 milliards de FCFA**. Ce niveau, exécuté au-delà de l'autorisation parlementaire, conformément aux dispositions de l'article 55 de la LOLFEB. Cela a été rendu possible grâce à une rallonge d'un montant de **4,2 milliards de F.CFA**.

A fin décembre, le **compte d'affectation spéciale « Promotion du sport »** a été exécuté en recettes et en dépenses à **7,7 milliards de FCFA** contre une prévision de **5,7 milliards de FCFA**. Soit un dépassement de **2 milliards de FCFA**. Toutefois, ce dépassement tient compte du solde positif de l'année antérieure qui aurait dû permettre d'ajuster à la hausse la prévision de l'année 2018, conformément aux dispositions de l'article 55 de la LOLFEB.

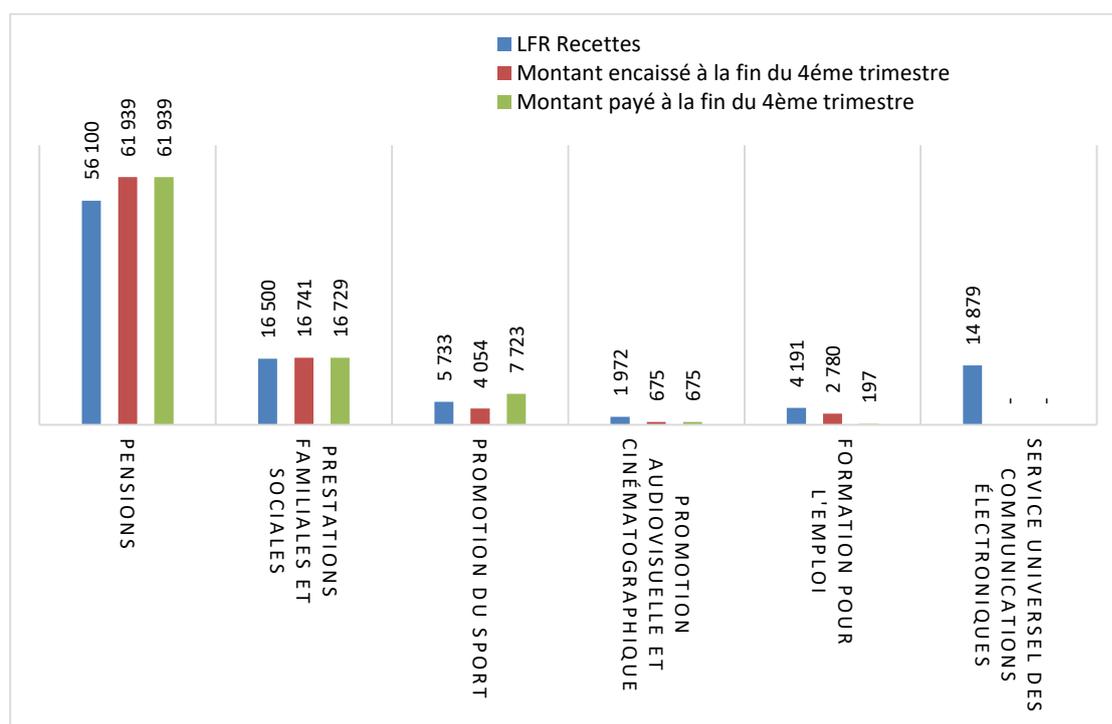
Le **compte d'affectation spéciale « Prestations familiales et sociales »** a été exécuté en recettes et en dépenses à **16,7 milliards de FCFA**.

Le **compte d'affectation spéciale « Promotion audiovisuelle et cinématographique »** a été exécuté en recettes et en dépenses à **675 millions de FCFA**.

Le **compte d'affectation spéciale « Formation pour l'emploi »** a été exécuté respectivement en recettes et en dépenses à **2,8 milliards de FCFA** et **197 millions de FCFA**.

Enfin, prévu à **14,9 milliards de FCFA**, le **compte d'affectation spéciale « Service Universel des Communications Electroniques »** n'a pas fait l'objet d'exécution en dépense et en recette.

Figure 3 : Situation des comptes spéciaux à fin décembre 2018



Source : DGBFiP, données DGCPT

# Les opérations de trésorerie et de financement

## 1) Charges de trésorerie et de financement

Les charges de trésorerie et de financement, ont été exécutées à hauteur de **659,6 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **949,5 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 69%. Ces dépenses se répartissent ainsi qu'il suit :

- **191,1 milliards de FCFA** d'amortissements extérieurs ;
- **215,9 milliards de FCFA** d'amortissements intérieurs ;
- **207 milliards de FCFA** d'autres amortissements.

## 2) Ressources de trésorerie et de financement

Les ressources de financement ont été mobilisées pour **657,6 milliards de FCFA** sur une prévision annuelle révisée de **876,3 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 75%. Elles sont composées de financements extérieurs, des émissions de titres publics et de financements non bancaires ainsi déclinées :

- **495,3 milliards de FCFA** dont les tirages sur prêts projets de **174,1 milliards de FCFA** et sur prêts programmes de **321,2 milliards de FCFA** ;
- **159,1 milliards de FCFA** sur les émissions de titres publics ;
- **3,2 milliards de FCFA** correspondant au recouvrement des arriérés fiscaux.

*Tableau 7 : Opérations de trésorerie et de financement au 31 décembre 2018*

	LFR 2018	Exécution à fin décembre	Taux d'exécution
<b>Charges de trésorerie et de financement</b>			
Amortissement (dette extérieure)	257 044	191 069	74%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	176 646	215 885	122%
Autres amortissements	52 226	207 010	396%
Correspondants du Trésor	37 598	-	0%
Prêts et avances	-	45 652	-
<b>Total</b>	<b>949 471</b>	<b>659 616</b>	<b>69%</b>
<b>Ressources de trésorerie et de financement</b>			
Tirages	679 243	495 334	73%
Emissions de titres publics	98 702	159 072	161%
Financement bancaire	7 651	-	0%
Financement non bancaire	572 890	3 210	1%
<b>Total</b>	<b>876 343</b>	<b>657 616</b>	<b>75%</b>
Solde des opérations de financement et de trésorerie	-73 128	-2 000	
Solde budgétaire global	73 128	20 487	
<b>Solde net</b>	<b>-</b>	<b>18 487</b>	

Source : DGCPT et DGBFiP

Le solde net de l'exécution des opérations de trésorerie et de financements et des opérations budgétaires s'établit à **18,5 milliards de FCFA**.

## Conclusion

Pour la deuxième année consécutive l'exécution des opérations financières de l'Etat laisse apparaître un solde excédentaire. Toutefois, ce solde est en retrait par rapport à l'année 2017 qui était de **217,3 milliards de FCFA**.

Portée à **18,5 milliards de FCFA**, ce solde a bénéficié de l'excédent de **20,5 milliards de FCFA** enregistré dans les opérations budgétaires de l'Etat.

Ce résultat ne saurait occulter le resserrement de l'espace budgétaire induit par la chute des ressources propres et la faiblesse des décaissements des appuis attendus dans le cadre du programme de relance de l'économie.

Dans ce contexte et en vue de contenir les dépenses publiques dans les limites du programme, un accent particulier a été mis sur le contrôle et la régulation de la dépense publique ainsi que la gestion prudente de la trésorerie.

Ces mesures devront être maintenues et renforcées en 2019.

## PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir la production de ce dernier, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration conjointe entre de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

Les recettes encaissées présentées dans ce rapport ont fait l'objet de rapprochements avec le niveau des liquidations faites par les régies financières.

En ce qui concerne les Comptes d'Affectation Spéciale, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives, relevant de la compétence des gestionnaires.

Enfin, en raison de l'indisponibilité du système d'information, l'analyse des mouvements de crédits affectant la mission 23 « Provisions » et l'ensemble des mouvements de crédits n'a pas été faite. Un addendum sera élaboré dans les meilleurs délais et permettra de lever cette réserve.

# ANNEXES

## Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget de l'Etat (en millions de FCFA)

Natures des recettes	2018			2017	
	LFR 2018	Réalisation du 4 <sup>ème</sup> trimestre 2018	Taux	LFR 2017	Réalisation au 31 décembre
<b>A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)</b>	<b>1 212 925</b>	<b>994 727</b>	<b>82,0%</b>	<b>1 026 167</b>	<b>926 365</b>
<b>Impôts</b>	<b>442 516</b>	<b>452 193</b>	<b>102,2%</b>	<b>364 138</b>	<b>372 881</b>
<b>Impôts sur les sociétés</b>	<b>274 574</b>	<b>274 403</b>	<b>99,9%</b>	<b>202 185</b>	<b>253 599</b>
Sociétés pétrolières	51 869	86 587	166,9%		
Sociétés minières	63 160	60 902	96,4%		
Retenues à la source	20 471	28 350	138,5%		
Autres sociétés	139 074	98 564	70,9%		
<b>Impôts sur les personnes</b>	<b>148 527</b>	<b>107 225</b>	<b>72,2%</b>	<b>135 823</b>	<b>101 758</b>
Impôts sur le revenu des personnes physiques	47 964	21 059	43,9%		
Acomptes versés par les salariés	66 104	62 296	94,2%		
Taxes complémentaires sur les salaires	34 408	23 630	68,7%		
Impôts forfaitaires sur le revenu	51	51	100,0%		
Autres impôts sur les personnes	-	189	-		
<b>Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers</b>	<b>19 415</b>	<b>70 565</b>	<b>363,5%</b>	<b>26 130</b>	<b>17 524</b>
<b>Taxes</b>	<b>770 409</b>	<b>542 535</b>	<b>70,4%</b>	<b>662 029</b>	<b>553 484</b>
Taxes de formation professionnelle	4 191	2 780	66,3%	6 432	1 783
Droits et taxes sur la propriété	53 615	13 170	24,6%	27 526	
Taxes sur les biens et services	357 978	243 988	68,2%	296 177	181 201
Droits et taxes de douanes	317 634	254 694	80,2%	320 998	246 200
Autres recettes fiscales	36 991	27 903	75,4%	10 896	124 300
<b>B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS</b>	<b>2 220</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>	<b>4 807</b>	
<b>C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES</b>	<b>37 274</b>	<b>38 072</b>	<b>102,1%</b>	<b>43 102</b>	<b>43 296</b>
Cotisations retraites	26 100	26 335	100,9%	24 602	26 826
Prélèvements sociaux		-	-	18 500	16 470
Cotisation CNAMGS	11 174	11 737	105,0%		
<b>D. TITRE 4: AUTRES RECETTES</b>	<b>750 761</b>	<b>610 021</b>	<b>81,3%</b>	<b>590 540</b>	<b>604 703</b>
<b>Revenu de la propriété</b>	<b>666 625</b>	<b>552 881</b>	<b>82,9%</b>	<b>542 224</b>	<b>573 196</b>
Revenus de participations	3 251	36 753	1130,5%	23 725	23 253
Revenus du domaine foncier	4 623	80	1,7%	722	17
Revenus du domaine pétrolier	646 397	496 837	76,9%	510 532	527 098
Revenus du domaine minier	5 081	15 452	304,1%	3 267	16 772
Revenus du domaine forestier	7 273	3 759	51,7%	3 978	6 056
<b>Recettes diverses non fiscales</b>	<b>84 136</b>	<b>57 140</b>	<b>67,9%</b>	<b>48 316</b>	<b>31 507</b>
<b>Vente de biens et services</b>	<b>39 000</b>	<b>-</b>	<b>0,0%</b>	<b>50 000</b>	
<b>Recettes à répartir*</b>		<b>33 482</b>	<b>-</b>		<b>26 707</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)</b>	<b>2 042 181</b>	<b>1 676 302</b>	<b>82,1%</b>	<b>1 714 617</b>	<b>1 601 071</b>

Source : DGBFiP, DGCPT et DGI

## Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en FCFA)

Article	Bénéficiaires	Nature de la recette	LFR 2018	EXECUTION	TAUX D'EXECUTION LFR 2018
<b>1</b>		<b>Collectivités locales</b>	<b>32 158 000 000</b>	<b>28 432 162 863</b>	<b>88%</b>
110	Collectivités locales	Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 797 000 000	767 481 350	43%
111	Collectivités locales	Acomptes versés par les salariés	2 453 000 000	2 583 723 551	105%
112	Collectivités locales	Impôts forfaitaires sur le revenu	13 000 000	13 648 188	105%
113	Collectivités locales	Taxe sur les carburants	4 094 000 000	10 708 922 199	262%
114	Collectivités locales	Patentes	4 810 000 000	3 382 507 765	70%
115	Collectivités locales	Licences	382 000 000	117 820 057	31%
116	Collectivités locales	Foncier bâti	12 477 000 000	7 567 249 594	61%
117	Collectivités locales	Foncier non bâti	3 366 000 000	1 304 974 067	39%
118	Collectivités locales	ISL	2 766 000 000	1 985 836 092	72%
<b>2</b>		<b>Contributions Communautaires</b>	<b>6 643 000 000</b>	<b>2 616 538 434</b>	<b>39%</b>
210	CEEAC	Taxe communautaire d'Intégration	3 046 000 000	625 959 591	21%
211	CEMAC	Contribution Communautaire d'Intégration	2 728 000 000	1 770 894 422	65%
212	OHADA	Prélèvement OHADA	342 000 000	219 152 260	64%
213	UNION AFRICAINE	Contribution à l'Union Africaine.	527 000 000	532 161	0%
<b>3</b>		<b>Attributions de produits</b>	<b>121 004 000 000</b>	<b>96 209 876 397</b>	<b>80%</b>
310	Direction Générale des Études et Laboratoires	Redevance d'Usure de la Route	419 000 000	216 072 690	52%
311	DG Santé (Lutte contre le tabagisme)	Droit d'accise	81 000 000	56 701 648	70%
312	DG Transports	Licences de transports	20 000 000	249 148 000	1246%
313	DG Transports	Permis de conduire	105 000 000	-	0%
314	DG Transports	Cartes grises	27 000 000	-	0%
315	DG Forêts	Ristourne sur amendes et pénalités du secteur forestier	6 400 000 000	2 446 880 733	38%
316	DG Pêches et de l'aquaculture	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de la pêche et de l'aquaculture	5 400 000 000	2 525 000	0%
317	DG Environnement et Protection de la nature	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de l'environnement et de la protection de la nature	140 000 000	3 422 650	2%
318	DG Marine Marchande	Ristournes sur amendes et pénalités du secteur de la Marine Marchande	2 600 000 000	2 335 364 432	90%
319	DG Douanes	Redevance informatique	16 877 000 000	12 396 159 046	73%
320	DG Douanes	Contentieux/Amendes	1 174 000 000	835 652 217	71%
321	DG Douanes	Travail Extra Légal	40 000 000	27 603 767	69%
322	DG Douanes	Magasinage	70 000 000	25 928 222	37%
323	DG Douanes	Contrôle spécifique (instruments de mesure)	17 000 000	-	0%
324	DG Impôts	Pénalités sur le revenu et les bénéficiaires	10 363 000 000	7 143 580 266	69%
325	DG Impôts	Impôts sur les sociétés	10 848 000 000	10 321 348 477	95%
326	DG Impôts	IRPP	6 668 000 000	3 263 703 440	49%
327	DG Impôts	Taxe sur la valeur ajoutée	6 542 000 000	5 505 992 165	84%
328	DG Impôts	Taxe sur les loyers	695 000 000	69 573 030	10%
329	DG Impôts	Autres impôts sur les personnes	2 000 000	-	0%
330	CDC (*)	Fond national de l'habitat	4 709 000 000	6 998 071 492	149%
331	CNAMGS	Contribution Spéciale à la Solidarité/Redevance Obligatoire à l'Assurance Maladie	19 911 000 000	24 024 681 930	121%
332	CNAMGS	Cotisation des agents	11 174 000 000	12 995 469 633	116%
333	ANPN (*)	Taxe sur les jeux de hasard (ANPN / 20%)	160 000 000	112 833 532	71%
334	Fonds de péréquation	Impôts sur le revenu des personnes physiques	1 062 000 000	840 053 933	79%
335	CNEE (Fonds Spéciale Eau) (*)	Contribution spéciale de l'eau	1 300 000 000	183 242 107	14%
336	CNEE (Fonds Spéciale Électricité) (*)	Contribution spéciale de l'électricité	8 000 000 000	3 293 765 138	41%
337	AGASA (*)	Ristournes AGASA	654 000 000	3 029 015	0%
338	ANGTI (*)	Redevance d'Usure de la Route (affectée)	5 546 000 000	2 859 073 834	52%
339	DG Impôts	Redevance d'Usure de la Route (affectée)		-	
<b>TOTAL RECETTES AFFECTEES</b>			<b>159 805 000 000</b>	<b>127 258 577 694</b>	<b>80%</b>

Source : DGBFiP et DGCPT

### Annexe 3 : Tableau d'équilibre budgétaire général 2018 par trimestre (en millions de FCFA)

RECETTES							DEPENSES							SOLDE	
Budget général															
	LFR 2018	fin mars	fin juin	fin septembre	fin décembre	% exécution		LFR 2018	fin mars	fin juin	fin septembre	fin décembre	% exécution	Fin décembre	
Titre 1. Recettes fiscales	1 186 150	175 562	525 167	751 149	987 218	83%	Titre 1. Charges financières de la dette	231 951	14 279	89 057	154 603	211 463	91%		
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	2 220	-	-	-	-	0%	Titre 2. Dépenses de personnel	640 859	173 951	353 267	525 072	684 324	107%		
Titre 3. Cotisations sociales	- 35 326	- 5 061	- 10 236	- 31 571	- 40 607	115%	Titre 3. Dépenses de biens et services	315 075	18 529	64 954	149 967	204 227	65%		
Titre 4. Autres recettes	789 761	124 763	291 894	535 796	643 503	81%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	259 369	35 108	77 469	141 526	187 643	72%		
							Titre 5. Dépenses d'investissement	352 923	20 750	48 324	162 945	271 755	77%		
							<i>dont finex</i>	108 573	11 135	21 947	111 089	174 126	160%		
							Titre 6. Autres dépenses	69 500	-	318	3 431	9 139	13%		
<b>A. Total des recettes pour le budget général</b>	<b>1 942 805</b>	<b>295 264</b>	<b>806 825</b>	<b>1 255 374</b>	<b>1 590 113</b>	<b>82%</b>	<b>A. Total des dépenses pour le budget général</b>	<b>1 869 677</b>	<b>262 617</b>	<b>633 389</b>	<b>1 137 544</b>	<b>1 568 552</b>	<b>84%</b>		<b>21 561</b>
<b>Comptes d'affectation spéciale (CAS)</b>															
<b>Pensions</b>	<b>56 100</b>	<b>14 732</b>	<b>29 566</b>	<b>44 941</b>	<b>61 939</b>	<b>110%</b>	<b>Pensions</b>	<b>56 100</b>	<b>14 732</b>	<b>29 566</b>	<b>44 941</b>	<b>61 938,59</b>	<b>110%</b>		
Titre 3. Cotisations sociales	56 100	14 732	29 566	44 941	61 939	110%	Titre 4. Dépenses de transfert	56 100	14 732	29 566	44 941	61 938,59	110%		
Part salariale	26 100	6 699	13 388	20 845	27 751	106%	Pensions civiles et militaires					61 938,59	-		
Part patronale de l'Etat	30 000	8 033	16 178	24 096	34 187	114%	Pensions spéciales					-	-		
<b>Prestations familiales et sociales</b>	<b>16 500</b>	<b>3 166</b>	<b>6 245</b>	<b>15 334</b>	<b>16 741</b>	<b>101%</b>	<b>Prestations familiales et sociales</b>	<b>16 500</b>	<b>3 166</b>	<b>6 245</b>	<b>15 334</b>	<b>16 729,14</b>	<b>101%</b>		
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	3 166	6 245	15 334	16 741	101%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	3 166	6 245	15 334	16 729,14	101%		
Allocations familiales	16 500	3 166	6 245	15 334	16 741	101%	Prestations familiales	16 500	3 166	6 245	15 334	16 729,14	101%		
<b>Promotion audiovisuelle et cinématographique</b>	<b>1 972</b>	<b>3</b>	<b>1 845</b>	<b>2 718</b>	<b>675</b>	<b>34%</b>	<b>Promotion audiovisuelle et cinématographique</b>	<b>1 972</b>	<b>3</b>	<b>1 845</b>	<b>2 278</b>	<b>675,00</b>	<b>34%</b>		
Titre 1. Recettes fiscales	1 972	3	1 845	2 718	675	34%	Titre 3. Dépenses de biens et services	657	3	1 845	2 278	675,00	103%		
Redevance audiovisuelle	1 972	3	1 845	2 718	675	34%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 315				-	0%		
<b>Promotion du sport</b>	<b>5 733</b>	<b>4 047</b>	<b>7 241</b>	<b>14 465</b>	<b>4 054</b>	<b>71%</b>	<b>Promotion du sport</b>	<b>5 734</b>	<b>2</b>	<b>3 392</b>	<b>5 467</b>	<b>7 722,84</b>	<b>135%</b>		
Titre 1. Recettes fiscales	5 733	4 047	7 241	14 465	4 054	71%	Titre 2. Dépenses de personnel					379,17			
Taxes sur les jeux de hasard	240	92	201	4 122	169	71%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 867	2	3 392	5 467	2 414,59	84%		
Droits d'accises	5 493	3 955	7 040	10 343	3 885	71%	Titre 4. Dépenses de transfert					4 708,03			
							Titre 5. Dépenses d'investissement	2867				221,05	8%		
<b>Formation pour l'emploi</b>	<b>4 191</b>	<b>331</b>	<b>1 868</b>	<b>1 868</b>	<b>2 780</b>	<b>66%</b>	<b>Formation pour l'emploi</b>	<b>4 191</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>197,29</b>	<b>5%</b>		
Titre 1. Recettes fiscales	4 191	331	1 868	1 868	2 780	66%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 397				-	0%		
Taxes de formation professionnelle	4 191	331	1 868	1 868	2 780	66%	Titre 4. Dépenses de transfert					197,29			
							Titre 5. Dépenses d'investissement	2794				-	0%		
<b>Service universel des communications électroniques</b>	<b>14 879</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>Service universel des communications électroniques</b>	<b>14 879</b>				-	<b>0%</b>		
Titre 1. Recettes fiscales	14 879	0	0	0	0	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 879					0%		
Redevance universelle	14 879	0	0	0	0	0%							-		
<b>B. Total des recettes pour les comptes spéciaux</b>	<b>99 376</b>	<b>22 279</b>	<b>46 765</b>	<b>79 326</b>	<b>86 189</b>	<b>87%</b>	<b>B. Total des dépenses pour les comptes spéciaux</b>	<b>99 376</b>	<b>17 903</b>	<b>41 048</b>	<b>68 020</b>	<b>87 262,86</b>	<b>88%</b>	<b>-1 074</b>	
<b>C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>2 042 181</b>	<b>317 543</b>	<b>853 590</b>	<b>1 334 700</b>	<b>1 676 302</b>	<b>82%</b>	<b>C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>1 969 054</b>	<b>280 520</b>	<b>674 437</b>	<b>1 205 564</b>	<b>1 655 814,92</b>	<b>84%</b>	<b>20 487</b>	
<b>Solde budgétaire global</b>														<b>20 487</b>	
<b>Solde budgétaire de base</b>														<b>20 487</b>	

Source : DGBFIP

## Annexe 4 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)

Catégorie de dépenses	2018									2017								
	LFI 2018	LFR 2018	Montant ordonnancé à la fin du 1er trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 3ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux de paiement	LFR 2017	Montant ordonnancé à la fin du 2ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 3ème trimestre	Montant ordonnancé à la fin du 4ème trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 2ème trimestre	Montant payé à la fin du 3ème trimestre	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux de paiement
Titre 1. Charges financières de la dette	239 071	231 951	14 279	89 057	154 602	211 463	91%	211 463	91%	249 048	84 990	144 049	233 922	94%	84 990	121 881	233 922	94%
Titre 2. Dépenses de personnel	709 800	640 859	193 756	365 994	529 235	684 324	107%	684 324	107%	710 000	357 246	541 709	708 855	100%	357 246	541 709	708 855	100%
Titre 3. Dépenses de biens et services	274 717	315 075	52 131	102 407	196 215	234 270	74%	204 227	65%	251 296	84 737	122 317	148 045	59%	42 872	79 455	124 690	50%
Titre 4. Dépenses de transfert	238 336	259 369	63 844	121 919	171 800	199 327	77%	187 643	72%	191 213	147 853	195 917	204 352	107%	115 478	135 153	183 048	96%
Titre 5. Dépenses d'investissement	432 982	352 923	25 584	65 746	188 821	282 963	80%	271 755	77%	436 607	58 256	102 359	132 705	30%	48 433	65 488	125 936	29%
Titre 6. Autres dépenses	21 972	69 500	453	1 177	6 531	13 213	19%	9 139	13%	30 000	2 273	4 833	7 530	25%	1 074	2 145	2 819	9%
<b>Total des dépenses pour le budget général</b>	<b>1 916 878</b>	<b>1 869 677</b>	<b>350 048</b>	<b>746 300</b>	<b>1 247 204</b>	<b>1 625 560</b>	<b>87%</b>	<b>1 568 552</b>	<b>84%</b>	<b>1 868 164</b>	<b>735 355</b>	<b>1 111 184</b>	<b>1 435 409</b>	<b>77%</b>	<b>650 093</b>	<b>945 831</b>	<b>1 379 270</b>	<b>74%</b>

Sources : DGCPT et DGBFiP

**Annexe 5 : Présentation détaillée de l'exécution budgétaire**  
(en millions de FCFA)

	LFR 2018	Montant des ordonnancements à la fin du 4 <sup>ème</sup> trimestre	Montant des paiements à la fin du 4 <sup>ème</sup> trimestre
<b>Titre 1. Charges financières de la dette</b>	<b>231 950</b>	<b>211 463</b>	<b>211 463</b>
<b>Extérieur</b>	<b>153 647</b>	<b>140 376</b>	<b>140 376</b>
<b>Intérêts sur emprunts extérieurs - courants</b>	<b>153 647</b>	<b>127 345</b>	<b>127 345</b>
Bilatéraux	25 819	33 709	33 709
Multilatéraux	23 412	10 362	10 362
Banques	23 360	1 181	1 181
Marchés financiers	81 056	82 094	82 094
<b>Intérêts - commissions et frais</b>	<b>-</b>	<b>13 031</b>	<b>13 031</b>
Commission et frais extérieur DGD	-	13 031	13 031
<b>Intérieur</b>	<b>78 303</b>	<b>71 087</b>	<b>71 087</b>
<b>Intérieurs - DGD</b>	<b>62 904</b>	<b>42 729</b>	<b>42 729</b>
<b>Intérêts sur emprunts intérieurs - courants</b>	<b>62 904</b>	<b>42 729</b>	<b>42 729</b>
Banques intérieures	31 514	18 574	18 574
Moratoires	8 305	-	-
Marchés financiers	23 085	24 155	24 155
<b>Trésor - dette</b>	<b>15 399</b>	<b>28 358</b>	<b>28 358</b>
BEAC (agios)	-	14 271	14 271
Facilités de caisse	4 733	10	10
Bons du Trésor Assimilables	9 471	9 044	9 044
Autres frais bancaires	1 195	5 033	5 033
AGIOS paierie étranger			
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	<b>640 859</b>	<b>684 324</b>	<b>684 324</b>
<b>Rémunération du personnel</b>	<b>640 859</b>	<b>684 324</b>	<b>684 324</b>
Solde permanente	578 859	625 506	625 506
Rémunération autres catégories de salariés	47 000	43 982	43 982
Primes et indemnités des fonctionnaires	15 000	14 836	14 836
<b>Titre 3. Dépenses de biens et services</b>	<b>315 076</b>	<b>234 270</b>	<b>204 227</b>
Autres biens et services	180 886	139 614	109 570
Remboursement TVA	65 703	49 733	49 733
Attribution des produits	68 487	44 924	44 924
<b>Titre 4. Dépenses de transferts</b>	<b>259 369</b>	<b>199 327</b>	<b>187 643</b>
<i>dont :</i>			
Soutien des prix des produits pétroliers	19 505	27 960	27 960
Attribution des produits	61 769	55 442	55 442
Gratuité des accouchements	13 800		
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	<b>352 923</b>	<b>282 963</b>	<b>271 755</b>
Financements sur ressources propres	214 800	81 920	70 712
Financements extérieurs	108 573	174 126	174 126
Fonds Routier	5 546	2 859	2 859
Fonds National de l'Habitat (FNH)	4 709	6 998	6 998
Collectivités locales	19 295	17 059	17 059
<b>Titre 6. Autres dépenses</b>	<b>69 500</b>	<b>13 213</b>	<b>9 139</b>
<b>Intérieurs-AJE</b>	<b>4 000</b>	<b>6 837</b>	<b>4 729</b>
Protocoles transactionnels	1 000	6 837	4 729
Condamnations pécuniaires	2 000	-	-
Séquestres	500	-	-
Autres	500	-	-
<b>Restructuration des entreprises</b>	<b>25 500</b>	<b>6 376</b>	<b>4 410</b>
Coûts sociaux de restructuration	25 500	6 376	4 410
<b>Divers</b>	<b>40 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 869 677</b>	<b>1 625 560</b>	<b>1 568 552</b>

Source : DGCPT

## Annexe 6 : Dépenses sociales hors titre 2 (en millions de FCFA)

	LFR 2018	REGLT	Tx/RGLT
<b>Mission 25 : Santé</b>	<b>33 200</b>	<b>16 128</b>	<b>49%</b>
Biens et services	14 500	8 556	59%
Investissement	6 800	2 033	30%
Transfert	11 900	5 538	47%
<b>Mission 11 : Education nationale</b>	<b>36 170</b>	<b>12 137</b>	<b>34%</b>
Biens et services	10 200	5 793	57%
Investissement	25 430	4 944	19%
Transfert	540	1 401	259%
<b>Mission 22 : Prévoyance sociale</b>	<b>67 500</b>	<b>40 783</b>	<b>60%</b>
Biens et services	500	370	74%
Transfert	67 000	40 413	60%
Autre	-	-	
<b>Mission 12 : Enseignement supérieur</b>	<b>66 900</b>	<b>51 769</b>	<b>77%</b>
Biens et services	7 700	2 298	30%
Investissement	1 600	-	0%
Transfert	57 600	49 471	86%
<b>Mission 29 : Travail et Emploi</b>	<b>18 600</b>	<b>759</b>	<b>4%</b>
Biens et services	500	435	87%
Investissement	17 500	-	0%
Transfert	600	324	54%
<b>TOTAL</b>	<b>222 370</b>	<b>121 577</b>	<b>55%</b>

Source : DGBFiP

## Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de FCFA)

	LFR 2018	Exécution à fin décembre	Taux d'exécution
<b>Charges de trésorerie et de financement</b>			
<b>Amortissement (dette extérieure)</b>	<b>257 044</b>	<b>191 069</b>	<b>74%</b>
<b>Emprunts extérieurs - courants</b>	<b>176 646</b>	<b>138 312</b>	<b>78%</b>
Bilatéraux	52 226	46 727	89%
Multilatéraux	37 598	35 217	94%
Banques	86 823	56 368	65%
<b>Emprunts extérieurs - arriérés</b>	<b>80 398</b>	<b>52 757</b>	<b>66%</b>
Bilatéraux	854	492	58%
Multilatéraux	3 251	-	0%
Banques	76 293	52 265	69%
<b>Amortissement des prêts du secteur bancaire</b>	<b>253 937</b>	<b>215 885</b>	<b>85%</b>
<b>Intérieur - DGD</b>	<b>245 126</b>	<b>211 391</b>	<b>86%</b>
<b>Emprunts intérieurs - courants</b>	<b>245 126</b>	<b>211 391</b>	<b>86%</b>
Banques	71 085	44 717	63%
Moratoires	84 851	76 304	90%
Divers	1 500	2 680	179%
Marchés financiers	87 689	87 689	100%
<b>Emprunts intérieurs - arriérés</b>	<b>8 811</b>	<b>4 494</b>	<b>51%</b>
Banques	1 345	1 210	90%
Moratoires		865	-
Divers	7 467	2 420	32%
<b>Autres amortissements</b>	<b>164 129</b>	<b>207 010</b>	<b>126%</b>
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	17 391	-	0%
Instances Trésor	64 457	111 971	174%
Arriérés de TVA	73 964	79 645	108%
Arriérés intérêts extérieurs	7 859	4 955	63%
Arriérés intérêts intérieurs	458	433	95%
Arriérés de SOGARA		10 005	-
<b>Correspondants du Trésor</b>	<b>13 100</b>		<b>0%</b>
<b>Prêts et avances</b>	<b>261 261</b>	<b>45 652</b>	<b>17%</b>
Fonds souverain de la RG	69 839	-	0%
Prêts nets à SOGARA	32 690	45 652	140%
Dépôt BEAC	158 732	-	0%
<b>Total (I)</b>	<b>949 471</b>	<b>659 616</b>	<b>69%</b>
<b>Ressources de trésorerie et de financement</b>			
<b>Tirages</b>	<b>679 243</b>	<b>495 334</b>	<b>73%</b>
Tirages sur conventions en cours	98 702	174 126	176%
Tirages sur nouvelles conventions	7 651	-	0%
Tirages sur prêts programmes	572 890	321 208	56%
<b>Emissions de titres publics</b>	<b>150 000</b>	<b>159 072</b>	<b>106%</b>
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	150 000	159 072	106%
<b>Financement bancaire</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Banque centrale			-
<b>Financement non bancaire</b>	<b>47 100</b>	<b>3 210</b>	<b>7%</b>
Règlement arriérés fiscaux	47 100	3 210	7%
<b>Total (II)</b>	<b>876 343</b>	<b>657 616</b>	<b>75%</b>
<b>Solde des opérations de financement et de trésorerie</b>	<b>-73 128</b>	<b>- 2 000</b>	
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>73 128</b>	<b>20 487</b>	
<b>Solde net</b>	<b>-</b>	<b>18 487</b>	

Source : DGCPT

## Annexe 8 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de FCFA)

2018									
RECETTES				DEPENSES				ECART	SOLDE
Comptes d'affectation spéciale	LFR 2018	Montant encaissé à la fin du 4ème trimestre	Taux de réalisation	Comptes d'affectation spéciale	LFR 2018	Montant payé à la fin du 4ème trimestre	Taux de réalisation	Fin du 4ème trimestre	Fin du 4ème trimestre
<b>Pensions</b>	<b>56 100</b>	<b>61 939</b>	<b>110%</b>	<b>Pensions</b>	<b>56 100</b>	<b>61 939</b>	<b>110%</b>	<b>5 839</b>	<b>-</b>
Titre 3. Cotisations sociales	56 100	61 939	110%	Titre 4. Dépenses de transfert	56 100	61 939	80%		
Part salariale	26 100	27 751	106%	Pensions civiles et militaires		61 939			
Part patronale de l'Etat	30 000	34 187	114%	Pensions spéciales					
<b>Prestations familiales et sociales</b>	<b>16 500</b>	<b>16 741</b>	<b>101%</b>	<b>Prestations familiales et sociales</b>	<b>16 500</b>	<b>16 729</b>	<b>93%</b>	<b>229</b>	<b>12</b>
Titre 3. Cotisations sociales	16 500	16 741	101%	Titre 4. Dépenses de transfert	16 500	16 729	93%		
Allocations familiales	16 500	16 741	101%	Prestations familiales	16 500	16 729	93%		
<b>Promotion du sport</b>	<b>5 733</b>	<b>4 054</b>	<b>71%</b>	<b>Promotion du sport</b>	<b>5 734</b>	<b>7 723</b>	<b>95%</b>	<b>1 989</b>	<b>- 3 669</b>
Titre 1. Recettes fiscales	5 733	4 054	71%	Titre 2. Dépenses de personnel		379			
Taxe sur les jeux de hasard	240	169	71%	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 867	2 415	191%		
Droits d'accises	5 493	3 885	71%	Titre 4. Dépenses de transfert		4 708			
				Titre 5. Dépenses d'investissement	2 867	221	0%		
<b>Promotion audiovisuelle et cinématographique</b>	<b>1 972</b>	<b>675</b>	<b>34%</b>	<b>Promotion audiovisuelle et cinématographique</b>	<b>1 972</b>	<b>675</b>	<b>116%</b>	<b>- 1 297</b>	<b>-</b>
Titre 1. Recettes fiscales	1 972	675	34%	Titre 3. Dépenses de biens et services	657	675	347%		
Redevance audiovisuelle	1 972	675	34%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 315		0%		
<b>Formation pour l'emploi</b>	<b>4 191</b>	<b>2 780</b>	<b>66%</b>	<b>Formation pour l'emploi</b>	<b>4 191</b>	<b>197</b>	<b>0%</b>	<b>- 3 994</b>	<b>2 583</b>
Titre 1. Recettes fiscales	4 191	2 780	66%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 397		0%		
Taxe de formation professionnelle	4 191	2 780	66%	Titre 4. Dépenses de transfert		197			
				Titre 5. Dépenses d'investissement	2 794		0%		
<b>Service universel des communications électroniques</b>	<b>14 879</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>Service universel des communications électroniques</b>	<b>14 879</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>-14 879</b>	<b>-</b>
Titre 1. Recettes fiscales	14 879	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 879		0%		
Redevance universelle	14 879	-	0%						
<b>Total des recettes</b>	<b>99 376</b>	<b>86 189</b>	<b>87%</b>	<b>Total des dépenses</b>	<b>99 376</b>	<b>87 263</b>	<b>88%</b>	<b>-12 113</b>	<b>- 1 074</b>

Source : DGBFIP

## Annexe 9 : Exécution de la solde permanente par mission (en FCFA)

Missions/Programmes/Titres	1er trimestre		2ème trimestre		3ème trimestre		4ème trimestre		2018	
	Fin mars 2018		Fin juin 2018		Fin sept 2018		Fin déc 2018		Cumul	
	Effectif*	Montant*	Effectif*	Montant*	Effectif*	Montant*	Effectif*	Montant*	Effectif*	Montant*
1:Action extérieure du Gabon	649	2 027 931 135	639	1 976 709 376	627	1 931 011 660	610	1 881 682 785	610	7 817 334 956
2:Administration du territoire	536	1 054 985 646	516	1 021 358 256	499	966 042 267	554	1 095 184 454	554	4 137 570 624
3:Agriculture, élevage et pêche	1 025	1 666 857 610	1 013	1 709 646 117	977	1 628 779 160	964	1 579 164 541	964	6 584 447 428
4:Aménagement du territoire et tourisme	224	381 506 073	218	370 653 941	216	359 974 380	203	344 518 933	203	1 456 653 326
5:Conseil et Contrôle	189	468 989 581	187	457 123 553	188	470 414 502	192	479 179 219	192	1 875 706 854
6:Culture et Education Populaire	392	546 384 188	391	583 415 206	391	578 436 266	384	570 139 632	384	2 278 375 293
7:Défense	20 835	32 971 103 809	20 775	33 033 652 192	20 634	32 596 300 628	20 466	32 671 057 985	20 466	131 272 114 614
8:Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	1 043	2 418 464 022	962	2 455 940 568	925	2 166 728 398	858	1 915 393 001	858	8 956 525 989
9:Economie forestière et protection de l'environnement	1 217	1 983 842 255	1 201	1 925 517 803	1 200	1 880 330 662	1 208	1 917 691 939	1 208	7 707 382 661
10:Communication	1 395	2 369 703 814	1 369	2 476 094 708	1 335	2 370 945 655	1 295	2 317 277 719	1 295	9 534 021 897
11:Education nationale	22 990	39 566 163 507	22 994	39 442 894 005	22 659	38 609 147 364	22 845	38 448 158 381	22 845	156 066 363 256
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	2 334	7 163 633 943	2 354	7 209 543 892	2 332	7 113 193 556	2 413	7 376 971 924	2 413	28 863 343 315
13:Entreprenariat et commerce	1 195	1 651 597 057	1 104	1 713 575 174	1 105	1 643 076 508	1 115	1 683 410 432	1 115	6 691 659 171
14:Gestion des finances publiques	4 221	6 884 701 947	4 250	6 848 065 708	4 206	6 708 736 929	4 223	6 767 616 093	4 223	27 209 120 676
15:Constructions, logements et équipements collectifs	1 954	2 999 641 530	1 918	2 897 731 308	1 880	2 805 449 563	1 848	2 734 685 225	1 848	11 437 507 627
16:Industrie et mines	371	979 837 974	367	665 452 969	355	620 532 245	378	677 668 658	378	2 943 491 846
17:Transports	1 010	1 579 915 919	1 023	1 624 532 688	1 005	1 575 670 656	1 012	1 589 483 761	1 012	6 369 603 024
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	977	1 586 237 866	960	1 603 646 345	947	1 534 972 476	960	1 557 563 098	960	6 282 419 786
19:Justice	2 839	5 598 952 379	2 813	5 645 761 873	2 798	5 522 380 143	2 786	5 649 900 247	2 786	22 416 994 642
21:Pouvoirs publics	2 500	7 248 890 287	2 555	7 384 694 026	2 391	7 232 660 505	2 365	6 800 794 960	2 365	28 667 039 777
22:Prévoyance sociale	1 607	2 238 164 630	1 649	2 282 749 924	1 650	2 262 767 973	1 689	2 333 047 808	1 689	9 116 730 335
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	613	995 307 752	-	-	574	1 092 398 600	577	1 091 102 308	577	3 178 808 659
25:Santé	9 442	15 791 008 217	604	1 157 095 220	9 352	15 477 058 983	9 210	15 400 070 033	9 210	47 825 232 453
26:Sécurité	7 935	11 985 763 943	9 397	15 722 796 179	7 784	11 736 861 816	7 748	11 761 800 802	7 748	51 207 222 741
27:Stratégie économique	1 572	2 491 974 694	7 840	11 934 032 457	1 591	2 460 622 262	1 581	2 438 417 094	1 581	19 325 046 507
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	938	1 638 198 526	1 609	2 475 097 277	860	1 498 560 241	826	1 399 334 134	826	7 011 190 178
29:Travail et emploi	950	1 729 905 863	915	1 629 394 302	892	1 600 565 675	873	1 588 255 369	873	6 548 121 210
30:Dépenses Transversales	-	-	904	1 663 807 522	-	-	-	-	-	1 663 807 522
31:Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	72	303 115 971	-	357 097 293	91	321 678 125	88	298 372 992	88	1 280 264 381
<b>Total général</b>	<b>91 025</b>	<b>158 322 780 137</b>	<b>90 527</b>	<b>158 268 079 883</b>	<b>89 461</b>	<b>154 765 297 197</b>	<b>89 271</b>	<b>154 367 943 530</b>	<b>89 271</b>	<b>625 724 100 747</b>

\*: Hors MONP et hors prestations familiales

Source : DGBFIP